

Ndiogou Fall : patron du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest : protéger les exploitations familiales africaines

Le Journal de l'Economie (Dakar)

14 Février 2005

Publié sur le web le 15 Février 2005

Propos Recueillis Par Madieng Seck
Dakar

Les exploitations familiales africaines ont un rôle central à jouer pour réduire la "fracture agricole mondiale", thème du récent "Dakar agricole". En marge de ce Forum, le patron du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (Roppa), Ndiogou Fall, rappelle que, bien épaulées, elles sont une réelle solution d'avenir.

(Syfia Sénégal) - L'exploitation familiale n'est rien d'autre qu'une entreprise agricole autour du chef de famille, composée de 10 à 20 personnes. En Afrique, elle constitue le système agricole le plus répandu.

Au Sénégal, on en compte près de 400 000. Elles contrôlent 90 % des terres et assurent 90 % de la production nationale. Dans les pays de l'Uemoa et de la Cedeao la situation est presque la même. C'est pourquoi au Roppa tout le monde s'accorde à dire que les exploitations familiales doivent être protégées. Car la mission première de nos agricultures c'est de nourrir nos populations qui souffrent de malnutrition.

Avec l'appui de l'USAID, (Agence américaine pour le développement international, Ndlr), un projet est en cours pour recenser ces exploitations familiales dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Ce recensement va démarrer au Niger. Donner un sens péjoratif à ce terme c'est vouloir les confiner dans une forme d'agriculture traditionnelle, qui n'évolue pas. On nous reproche de ne pas diversifier notre agriculture. Mais c'est méconnaître que le paysan africain a toujours opéré une minimisation des risques, qui a conduit à une diversification.

Dans n'importe quelle exploitation familiale africaine, le paysan élève poules, chèvres ou moutons... et pratique en plus des cultures vivrières marginales telles que le niébé ou, au Sénégal, le bissap, etc.

Au Roppa, personne ne met en doute les bienfaits de la modernisation de l'agriculture. Dans la vallée du fleuve Sénégal, que partagent la Mauritanie, le Mali et le Sénégal, de plus en plus d'exploitations familiales utilisent une irrigation de pointe, des tracteurs, des moissonneuses batteuses, des engrais et pesticides pour le riz et l'horticulture.

Crises et mondialisation Malheureusement, les politiques libérales de ces vingt dernières années et la mondialisation ont conduit aux crises que connaît l'agriculture africaine. Les répercussions de l'ouverture des marchés, imposée à l'Uemoa et la Cedeao par l'Union européenne, se font sentir sur les prix des produits agricoles qui ont tendance à baisser.

Au Sénégal, les importations de poulets congelés, de riz, etc.

détruisent les filières locales. Conséquence : une forte diminution des revenus des paysans. On en arrive à des situations où le producteur ne peut même plus récupérer les coûts de production pour acheter matériels et intrants agricoles. Tout cela entraîne la pauvreté dans les campagnes...

L'une des conséquences de la non-protection de l'exploitation familiale, c'est la fracture agricole avec ses disparités et ses iniquités observées dans la distribution des richesses mondiales. Selon la Fao en 2000, 20 % de la population la plus pauvre ne bénéficient que de 1 % du revenu mondial tandis que les 20 % les plus riches se partagent 86 % du revenu total. Notre entrée à l'OMC et notre ouverture sur les marchés internationaux où nous ne contrôlons rien, pas même les prix qui sont décidés à Londres, Paris ou New York, n'arrangent guère notre situation.

L'Europe, elle, s'est protégée pendant un demi-siècle en s'approvisionnant à partir de sa propre production agricole.

Les exploitations familiales africaines sont pourtant compétitives, parfois plus que d'autres formes d'agriculture plus intensives qui reposent sur une main d'œuvre salariée. Le coût de production du coton africain qui ne bénéficie d'aucune subvention est, avec celui du Bangladesh, le plus bas au monde. Le coton africain est donc plus compétitif que celui des États-Unis.

Prendre en compte les différences Au Sénégal, si la production maraîchère a fait un bond en avant, c'est parce que les industriels s'appuient sur les exploitations familiales par des contrats de production. L'exploitation familiale est donc capable de faire des progrès. Mais il est vain de vouloir une politique agricole mondiale uniformisée. Pour la bonne et simple raison que les agricultures et les conditions climatiques ne sont pas les mêmes. Les pays, les modes fonciers et les moyens de production ne sont pas au même niveau. C'est irréaliste de vouloir mettre sur un pied d'égalité un paysan africain qui n'a pas 10 ha à cultiver et un fermier du Nord qui exploite en moyenne 250 ha et qui aurait pu, par exemple utiliser un avion pour lutter contre les criquets qui font des ravages au Sahel.

Au "Dakar-Agricole" tout a été dit sur le développement de l'agriculture africaine, et tous les ténors de l'économie rurale (Samir Amin, Jacques Berthelot, etc.) ont souligné la nécessité d'appuyer les exploitations familiales. Tous insistent sur des investissements publics avec des prélèvements de 10 % sur les budgets des pays africains pour l'achat de matériel agricole, l'accès à moindre coût aux intrants et au crédit agricole, la construction de routes, d'écoles, de dispensaires, de forages et l'électrification rurale. Une politique de réformes foncières créera les conditions d'une "Révolution verte".